

Que la Prusse est le vrai point de ralliement de l'Allemagne telle qu'elle est en comparaison aux autres États de l'Europe.

Chez tous les peuples de l'antiquité de même que dans ceux du moyen âge et du temps moderne qui ont joué un rôle sur le théâtre du monde, ou plutôt qui se sont signalés par des actions vraiment grandes et dignes de notre admiration, nous rencontrons non seulement ce noble patriotisme qui se dévoue pour la défense de ses foyers, mais encore une profonde sensibilité pour tout ce qui regarde l'honneur national. On ressent la plus vive joie de la splendeur de sa patrie et on est fier d'appartenir à une nation qui commande le respect par sa grandeur et sa puissance, qui a acquis de la gloire par ses grands hommes, par les exploits de ses princes et de ses généraux, et en même temps on est impatient d'y contribuer chacun de sa part et de toutes ses forces. Il s'ensuit de là que ce noble sentiment d'honneur par rapport à la gloire de la patrie ne se développera communément qu'au sein d'un peuple à qui sa grandeur, sa situation et ses relations politiques permettront de jouer un rôle plus ou moins grand et de s'illustrer par de grandes actions. L'expédition des Argonautes, celle des Sept contre Thèbes, la guerre de Troie etc. avaient ouvert un vaste champ à l'avidité, à l'ambition, à la haine, à la jalousie et à la vengeance de ces héros de l'ancienne Grèce, que les Homère, les Eschyle, les Sophocle, les Euripide ont immortalisés dans leurs épopées et dans leurs tragédies; mais avant tout ce furent les attaques des Perses, les longues guerres qui en résultèrent et le danger de la patrie commune, qui excitèrent ce haut patriotisme, ce noble amour de la gloire que nous admirons dans Miltiade, dans Léonidas, dans Thémistocle, que les trophées de Miltiade ne laissaient pas dormir, dans Aristide, dans Cimon, dans Agésilas, dans Alexandre et ses Macédoniens; ce furent les combats continuels contre des voisins jaloux et belliqueux qui donnèrent ce grand essor à la vertu, à la bravoure et à ce noble orgueil national des Romains, qui ont passé en proverbe (*virtus romana*), et qui leur valurent d'abord la domination de l'Italie et les rendirent enfin maîtres du monde. Les braves Suisses, ces montagnards héroïques, furent

invincibles, dès qu'enflammés d'un amour ardent pour la liberté et l'honneur de leur pays ils avaient juré ensemble de vaincre ou de mourir en défendant leurs montagnes et leurs paisibles vallées, et dès qu'un Arnold de Winkelried avait lui-même enfoncé dans sa poitrine les lances des chevaliers autrichiens pour faire un passage à ses compagnons de guerre. Et quant à ces nations qui ont été prépondérantes dans le temps moderne ou qui le sont encore de nos jours, les Espagnols, les Anglais, les Français etc., nous y voyons que l'esprit national et un noble orgueil se développent et vont en augmentant avec la consolidation, la puissance et la gloire croissantes de ces peuples, tandis qu'ils vont en déclinant à mesure qu'une grande nation tombe en décadence par des démembrements et des divisions et qu'elle perd son influence politique sur les autres États. Le fanatisme des Arabes pouvait bouleverser l'empire des Visigoths en Espagne, affaibli par des troubles civils et religieux et des querelles intestines; mais en même temps il ranima l'esprit héroïque des vaincus à un tel degré, que ceux-ci, ayant pris pied dans leurs montagnes au nord du pays, non seulement s'y défendirent avec succès contre les usurpateurs, mais encore, après avoir fondé plusieurs petits royaumes, les forcèrent par des combats réitérés de reculer à leur tour pied à pied dans le cours des siècles et enfin de se soumettre à la puissance réunie de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, ou d'évacuer toute la péninsule et de retourner en Afrique, d'où ils étaient venus. Dès lors l'Espagne s'élève au premier rang et devient le centre de tous les mouvements dans le système politique de l'Europe pendant le règne de Charles I., et bien que l'aveugle fanatisme et la politique bornée de Philippe II. et de ses successeurs lui fassent perdre son influence au dehors, l'esprit national de ce fier peuple reste toujours assez fort pour tenir ferme depuis 1809 même contre le génie et les forces infiniment supérieures du vainqueur de l'Europe. L'Angleterre ou plutôt la Bretagne, habitée du temps de Jules César par les Bretons, puis tour-à-tour envahie et occupée par les Romains, les Pictes et les Scotès, les Anglosaxons, les Danois, les Normans, a eu ses Egbert, ses Alfred, ses Henri, ses Richard, ses Edouard, ses Elisabeth, ses Drake, ses Raleigh, ses Forbisher, ses Cavendish et d'autres héros, qui ont illustré leur patrie par leurs exploits et leurs mérites bien avant que les Mr. Macdonald eussent ajouté à la gloire militaire incontestée de la nation anglaise celle de la galanterie! Mais troublée par des invasions réitérées, affaiblie par des guerres extérieures pas toujours heureuses, déchirée par des factions politiques et religieuses et à cause de cela dévastée par les plus sanglantes guerres civiles, sa vraie grandeur, sa prépondérance sur toutes les mers et sa domination dans les contrées les plus reculées du monde, en un mot son plus haut éclat ne date que de cette période où la réunion des trois royaumes sous un seul gouvernement avait donné à la Grande-Bretagne ce fier sentiment de sa puissance lequel se prononce dans ces hymnes nationaux: Rule Britannia; Oh british sword! The british ship; God save great Georges our king! etc. De même après le démembrement de la monarchie de Charlemagne les pays qui en avaient fait partie présentent d'abord un assez triste spectacle, et l'Italie, jadis la maîtresse du monde, toujours divisée et ne formant jamais un seul État, toujours en proie à des troubles intestins, au surplus subjuguée à plusieurs reprises et maltraitée

par ses voisins puissants, n'a eu presque aucune importance dans le système politique de l'Europe, et ce n'est que de nos jours que, réunie pour la plus grande partie sous un seul chef, elle commence à prendre le rang qui lui est dû au nombre des grandes puissances de l'Europe. La France sous ses faibles Carlovingiens et sous les premiers rois de la maison de Hugues Capet se trouvait aussi dans une situation assez critique; car non seulement, de même qu'en Allemagne, le pouvoir des rois, qui n'étaient que les premiers entre leurs pairs, était extrêmement limité par les puissants vassaux, qui avaient profité de la faiblesse de Charles-le-Chauve et de ses successeurs pour se rendre presque indépendants dans leurs fiefs; mais encore les six premiers rois Capétiens eux-mêmes étaient pour la plupart des hommes assez bornés. Cependant par un bonheur merveilleux ils régnèrent tous assez longtemps, et d'ailleurs chacun d'eux eut la précaution de nommer son successeur dans la personne de son fils et de le faire participer encore de son vivant aux affaires du gouvernement. De cette manière la succession acquit une stabilité inébranlable, et les grands n'ayant jamais l'occasion d'exercer leur droit d'élire un roi, le trône d'électif qu'il avait été devint héréditaire presque de lui-même. De plus Philippe Auguste, Louis IX, Philippe-le-Bel etc. cherchèrent à affaiblir la puissance des grands vassaux et à renforcer leur propre autorité par les faveurs et les droits qu'ils accordaient au tiers-état, et en réunissant peu-à-peu les fiefs ouverts à la couronne ils réussirent à affermir et à consolider la monarchie en sorte que sous la maison de Valois, soutenue par le patriotisme et l'esprit guerrier naissants du peuple français, elle était en état de soutenir cette longue guerre contre les Anglais et de les chasser enfin du pays, et que dans le seizième siècle sous le règne de François I, ce roi vraiment chevaleresque, la France était une et forte au grand préjudice de ses faibles voisins. Il est vrai que la France au seizième et au dix-huitième siècle fut déchirée à plusieurs reprises par les plus sanglantes guerres de religion et par des troubles intestins; néanmoins Henri II, Henri IV. et surtout le cardinal Richelieu, ce grand premier ministre de Louis XIII., achevèrent la consolidation de la monarchie, et en même temps celui-ci apaisa et désarma les factions et rompit à jamais avec une sévérité inflexible la résistance des grands de l'empire, et Louis XIV. lui donna son plus haut éclat en commandant à l'Europe entière. Bien que la France épuisée enfin par des guerres continuelles eût perdu sa prépondérance pendant la plus grande partie du dix-huitième siècle et que les temps de la révolution, de la république et de l'empire sous Napoléon aient inondé la France de torrents de sang, ces mêmes temps l'ont couronnée sans contredit d'une gloire immortelle et sans pareille. Mr. About a donc bien raison de dire de nos jours en se moquant des rodomontades de quelques étourdis: „Vous avez beau imiter nos canons rayés; mais ce que vous n'imiterez jamais ce sont nos soldats incomparables, car pour les imiter il faudrait avant tout avoir éprouvé ce que nous avons essuyé et avoir parcouru toutes les périodes de notre histoire.“ Et en vérité c'est cette histoire glorieuse qui a donné naissance à ce noble orgueil, à cet esprit national qui non seulement fait dire à François I. „Madame, tout est perdu, fors l'honneur“, et à Ney, le brave des braves, „Je suis Français, je mourrai Français“, mais qui caractérise jusqu'aux classes les plus basses du peuple

en prononçant avec cet accent particulier ce fier mot: „La France!“ Malheur à qui attenterait à l'honneur national de ce peuple, où toutes les factions disparaissent au moment qu'il s'agit de défendre l'honneur, la liberté et l'intégrité de la patrie commune, tandis que chez maint autre peuple l'esprit de parti serait bien capable de trahir la patrie aux étrangers pour satisfaire sa haine et sa jalousie. — L'Allemagne, détachée de l'empire des Francs et formant un seul royaume depuis le traité de Verdun fait en 843, commença sa nouvelle ère sous des auspices bien plus heureux que la France et sous des rois bien supérieurs en vertus et en talents à ceux des États voisins. Car non seulement au nombre de ses Carlovingiens il y avait deux, qui étaient dignes de leurs ancêtres par leur bravoure et leur énergie, Louis-le-Germanique et Arnoulf; mais encore les dynasties qui ont successivement régné sur notre patrie nous ont donné des princes tels que Henri I, Otton I, Otton II, Conrad II, Henri III, Conrad III, Frédéric I, Frédéric II, Rodolphe de Habsbourg etc. tous distingués sous tous les rapports par leurs grandes qualités. Mais par un destin funeste beaucoup d'entre eux furent arrachés à notre patrie par une mort prématurée en laissant le trône à des princes en bas âge sous une tutelle mal arrangée, et cinq dynasties s'éteignant dans l'espace de quatre siècles, la monarchie devint élective déjà en 911 après la mort de Louis l'Enfant, et bien que les princes allemands qui choisissaient le roi, restassent fidèles au principe d'élire de préférence des Seigneurs alliés à l'ancienne famille royale, ils n'avaient que trop souvent l'occasion d'exercer leur droit électoral et d'en profiter pour se faire assurer toujours de nouvelles libertés et de nouvelles prérogatives par les empereurs, qui au surplus consumaient ordinairement leur temps et leurs ressources dans un pays étranger, l'Italie, au lieu d'en profiter pour le bien de la patrie, où leur absence causait les plus grands désordres. Ainsi dans le cours des temps les grands et les petits vassaux et beaucoup de villes en Allemagne parvinrent à se rendre presque souverains et indépendants de l'empereur et de l'empire, et tandis que la France dès le seizième siècle était une et forte et la terreur de ses voisins, l'Allemagne, comme tout le monde sait, était divisée en quelques centaines d'États et de territoires de peu de consistance et presque sans aucune liaison, et par un surcroît de malheur, grâce au droit du plus fort, déchirée par des guerres et des troubles intestins, exposée et ouverte aux machinations de ses voisins.

* Car bien que depuis l'en 1438 la maison d'Autriche, descendue de Rodolphe de Habsbourg, occupât pour toujours le trône impérial d'Allemagne, cette dynastie par mille raisons dès son avènement jusqu' à ce moment n'était plus en état d'établir en Allemagne à l'exemple de la France une monarchie puissante, ni même de donner à la nation allemande cette unité indispensable pour jouer dans l'histoire un rôle digne des forces morales et physiques d'une grande nation, plus grande que celle qui se plaît à se nommer par préférence „la grande nation“! Il est vrai que déjà Rodolphe de Habsbourg, étant assez occupé en Allemagne, n'avait jamais songé à passer en Italie pour se faire couronner empereur, et que pour n'avoir plus rien à démêler avec le pape il avait cédé tous les droits de l'empire sur le territoire de l'Église; et plus tard sous Louis de Bavière en 1338 une diète avait déclaré que dès qu'un prince avait été élu con-

formément à l'antique et légitime usage il devait être regardé aussitôt comme seul vrai et légitime roi et empereur romain, sans qu'il fût besoin d'aucune investiture du pape. Néanmoins encore Frédéric III reçut dans Rome même la couronne impériale, et bien que dès lors presque tous les empereurs de la maison d'Autriche fussent catholiques zélés, partisans et protecteurs des papes jusqu'à nos jours, c'étaient justement cette amitié et ces relations intimes qui devinrent dans la suite sous plus d'un rapport si funestes, non seulement à l'influence et à l'autorité impériales en Allemagne, mais encore à l'indépendance et à l'intégrité de l'Allemagne elle-même. Tandis que les rois de France, p. e. Louis IX, Philippe IV, s'opposaient avec énergie aux prétentions des papes, et que Charles VII et Louis XIV soutenaient les libertés de l'Église Gallicane, ces empereurs accordaient aux papes une influence sans bornes sur les affaires et les relations extérieures et intérieures de l'Église en Allemagne, où au surplus nombre de princes étaient prélats. Si Charles-Quint avait compris son temps, si avec une sage tolérance il avait donné un libre cours à la réformation et que, dès son avènement au trône il eût accordé à la nation allemande la liberté des cultes, que peu après dans le traité de Passau 1552 et dans la paix de religion conclue à Augsbourg 1555 il fut forcé de lui concéder, la guerre de Smalcalde n'aurait pas armé des princes allemands contre leurs plus proches parents, et un roi étranger, Henri II, roi de France, n'aurait pas trouvé dans la suite l'occasion de faire alliance avec un prince allemand contre son empereur et de s'emparer de trois évêchés allemands (Metz, Toul et Verdun). Peut-être une politique sage et prévoyante aurait-elle exigé que Charles, en se mettant à la tête du mouvement général en Allemagne, embrassât lui-même la réformation, et plusieurs historiens sont d'avis qu'il l'aurait fait, s'il n'avait pas été en même temps roi des Espagnols, fanatisés pour leur foi, et qu'il n'eût pas craint de les offenser mortellement par une telle démarche. Mais dans le siècle suivant quelques-uns de ses successeurs qui n'étaient pas obligés d'avoir les mêmes égards pour leurs peuples, Rodolphe II, Matthias et principalement Ferdinand II, dans leur politique bornée et leur aveugle soumission pour le saint-siège, d'ailleurs nourris par les Jésuites dans la haine contre le protestantisme, ne se montrèrent pas plus sages et enflammèrent ainsi la guerre la plus désastreuse qui eût jamais déchiré et dévasté notre pauvre patrie, cette guerre terrible de trente ans, qui porta le coup mortel à la puissance de l'Allemagne, détruisit tout ce que les gouvernements des siècles passés avaient fait pour la civilisation du pays, fit périr deux tiers de sa population, le livra presque sans défense à la discrétion des étrangers et le dépouilla de ses plus belles provinces, qui dans la paix devaient être cédées à la Suède et à la France ambitieuse. Car celle-ci, non contente d'avoir gardé en 1477 la Bourgogne (qui faisait partie de l'héritage de Marie, fille et héritière de Charles-le-Téméraire et épouse de l'empereur Maximilien) et d'avoir occupé les évêchés de Metz, Toul et Verdun, se fit céder en 1648 l'Alsace telle qu'elle avait appartenu à l'Autriche et sut gagner dans la suite encore la Franche-Comté, le reste de l'Alsace et toute la Lorraine. Il est vrai que dans la paix de Westphalie la liberté de religion fut de nouveau assurée à tous les protestants de l'empire; mais quand on la demanda aussi pour les sujets protestants de l'em-

pereur, celui-ci n'y voulut point entendre; car malheureusement le catholicisme est intolérant par principe et de sa nature. „L'esprit de la religion catholique, à ce que dit Ancillon, est de ne pas composer avec ce qu'elle appelle l'erreur; se croyant éternelle et infaillible elle ajourne ses prétentions à un temps indéfini sans jamais les abandonner ni les perdre de vue,“ et les Jésuites, autant que cela dépendait d'eux, firent leur possible pour affermir les empereurs dans leurs préventions et leurs idées fausses. C'est pourquoi, non contents d'avoir exterminé le protestantisme déjà avant la guerre en Styrie, en Carinthie, en Carniole, dans l'archiduché d'Autriche, dans le Tyrol et dès le commencement de la guerre en Moravie et en Bohême, où la plupart des habitants l'avaient embrassé, ils l'opprimèrent aussi après la paix autant qu'ils pouvaient en Silésie, en Hongrie et dans tous leurs autres pays héréditaires, et bien que dans notre siècle le temps des guerres de religion soit passé et que neuf ans après la dissolution de l'ancien empire d'Allemagne (1806) l'acte de la nouvelle confédération Germanique signé à Vienne en 1815 eût arrêté que la différence des croyances chrétiennes n'en apporterait aucune dans la jouissance des droits civils et politiques dans tous les pays de la confédération, le temps des luttes et de l'oppression, que l'Église catholique dans les pays autrichiens exerçait contre les autres croyances religieuses, n'était pas encore passé. Toujours celles-ci en eurent beaucoup à souffrir et furent restreintes dans le libre et public exercice de leur culte, et encore de nos jours l'émigration de ces pauvres montagnards qui jadis habitaient la vallée du Ziller, a donné un exemple éclatant de ce qu'on nomme „tolérance“ en Autriche. On jugera donc bien jusqu'à quel point il sera permis d'avoir confiance dans la liberté de religion si hautement proclamée comme principe dans la nouvelle constitution de l'empire d'Autriche. Déjà le fidèle Tyrol, fanatisé par ses prêtres, se récrie contre le libre exercice de tous les cultes, et à Vienne même on est encore aujourd'hui peu disposé à ranger la faculté de théologie de l'Église protestante au nombre des autres facultés de l'université impériale avec les mêmes droits et les mêmes privilèges. Il est donc sous ce rapport bien douteux que l'Autriche soit propre à se mettre à la tête de l'Allemagne et à en devenir le nouveau centre et le point de ralliement de tous les États de l'Allemagne, comme elle a en vue dans son dernier projet de réforme. Mais ce projet nous paraît encore plus chimérique sous un autre rapport en considérant les éléments tout-à-fait différents dont l'État d'Autriche est composé. Il a actuellement sur une superficie d'environ 11800 milles carrés une population de 38 millions d'habitants, mais 8200 milles carrés avec 25 millions d'habitants, Magyares, Polonais, Slovaques, Vénèdes, Croates, Italiens etc. sont situés hors de l'Allemagne et seulement 3600 milles carrés avec 13 millions d'habitants appartiennent à la confédération Germanique, et même de ces 13 millions d'habitants seulement 7 millions sont Allemands et 6 millions sont d'origine slave (Czechs, Vénèdes, Slovaques etc.). Tous ces peuples, tout différents l'un de l'autre par leurs moeurs, leur caractère et leur civilisation, parlent 4 langues principales, l'allemande, l'italienne, la magyare et la slave, avec une infinité de dialectes et ne forment qu'une agglomération d'hommes sans aucune unité nationale, de même que tout l'État d'Autriche n'est qu'une masse informe de parties hétérogènes.

Ainsi bien que la capitale de l'Autriche se trouve encore dans l'Allemagne, sans doute le point central de sa puissance est déjà hors de l'Allemagne dans la Hongrie, et c'est justement pourquoi les souverains d'Autriche, même en portant encore la couronne impériale d'Allemagne et le surnom de „Toujours Auguste“ (Semper Augustus, allzeit Mehrer des Reichs), ont été toujours bien plus empressés à augmenter leur propre puissance que celle de l'empire, et plus portés à servir les intérêts de leurs pays héréditaires que ceux des princes et des pays allemands confiés à leur soin et à leur protection. Non seulement la guerre de Smalcalde et la guerre de trente ans, dont nous avons déjà parlé, mais encore les guerres que ces empereurs, toujours soutenus par les troupes des princes allemands, ont faites contre les Français en Italie et sur le Rhin pour la possession du duché de Milan, du royaume de Naples, du duché de Bourgogne et d'autres pays héréditaires et principalement pour la succession d'Espagne, de même que celles qu'ils ont faites contre les Turcs pour la Hongrie ont mis dans tout son jour ce que nous venons de remarquer sur leur politique. Il est donc à plus forte raison à craindre que de nos temps, posés à la tête d'une confédération de princes souverains, les empereurs d'Autriche ne profitent de l'argent et des forces militaires de l'Allemagne seulement pour avoir un soutien dans leurs guerres extérieures, qui ne regardent pas l'Allemagne, mais qui seraient toutes propres à attirer sur notre patrie la haine et la vengeance des autres grandes puissances de l'Europe, toujours portées à se dédommager dans l'Allemagne de leurs pertes. Peut-être aussi en vertu du nouveau projet de réforme les princes allemands alliés plus étroitement à l'Autriche seraient-ils bientôt dans le cas d'aider les empereurs à tenir dans l'obéissance leurs propres sujets hors de l'Allemagne; car toujours l'Autriche courra risque de se dissoudre par le conflit des éléments hétérogènes mêmes dont elle est composée, comme nous l'avons vu à l'occasion du soulèvement des Italiens et des Hongrois en 1849, où sans le secours de la Russie l'Autriche aurait été perdue à ce qu'il nous paraît.

Il est vrai que dès l'an 1849 l'Autriche a eu l'idée d'entrer avec tous ses pays héréditaires dans la confédération Germanique, mais c'était une idée bien malheureuse ou plutôt ce n'était qu'une chimère, car dès ce moment cette confédération cesserait d'être une confédération allemande et ne serait plus qu'une agglomération d'éléments hétérogènes, plus informe que l'empire d'Autriche même. Cette idée ne pourrait se réaliser qu'au cas que l'Autriche réussit à germaniser tous ses pays avec leurs nations différentes. Mais cela me semble tout-à-fait impossible. La Hongrie avec ses dépendances, toujours jalouse de sa langue, de sa nationalité et de ses prérogatives, ne s'y prêtera jamais à ce que nous prouve l'histoire de ce pays depuis l'avènement du premier roi de la maison d'Autriche jusqu'à nos jours, et les Polonais dans la Galicie ne sont pas même voisins des Allemands comme les Magyares en Hongrie, mais presque entièrement séparés des pays allemands par cette même Hongrie; et le petit nombre d'Allemands qui occupent une partie de la Transsylvanie s'y trouvent comme dans une oasis. Les Italiens, fiers de leur civilisation supérieure, méprisent les bons Autrichiens autant qu'ils les haïssent et ne tiennent plus que par un faible fil à l'Autriche. Même les Czechs dans la Bo-

hême, quoique placés au coeur de l'Allemagne dans le pays des anciens Marcomans, ne se laisseront pas germaniser et ne veulent pas même entendre à la nouvelle constitution générale de l'empire d'Autriche, en craignant que leur nationalité n'en soit menacée, et au surplus partout dans les pays autrichiens situés hors de l'Allemagne le système de centralisation, suivi par l'Autriche dès l'année 1849, a rencontré la plus vive opposition.

Si maintenant nous jetons un regard sur l'Allemagne et ses princes, il n'est point étonnant que, les frontières de l'Autriche coïncidant si peu avec celles de l'empire d'Allemagne et les empereurs de la maison d'Autriche identifiant si peu leurs intérêts politiques et religieux avec ceux de l'Allemagne, les princes allemands, en suivant leur exemple, aient encore plus désappris tout patriotisme et sacrifié les intérêts de la patrie commune à leurs propres intérêts et à ceux de leurs familles. Depuis la paix de Westphalie dans toutes les diètes les princes ou leurs plénipotentiaires avec une noble émulation se disputaient l'honneur de contribuer le moins possible pour le bien public et aux besoins de l'empire, en sorte que l'armée de l'empire d'Allemagne devenait peu à peu la risée de tout le monde. En 1801, contents de pouvoir s'indemniser sur des territoires sécularisés et médiatisés, ils souscrivirent sans peine aux conditions de la paix de Luneville, dans laquelle la rive gauche du Rhin fut cédée à la France; en 1805 quelques-uns d'eux firent alliance avec la France contre l'Autriche, et dès l'an 1806 presque tous se séparèrent de l'empire d'Allemagne et reconnurent l'empereur de France comme protecteur de la nouvelle confédération rhénane conclue à Paris le 12 juillet. Dès lors leurs troupes accompagnèrent Napoléon dans toutes ses campagnes en Espagne 1808 ff. et en Russie 1812, combattirent avec acharnement contre leurs frères allemands en 1806, 1807, 1809, et versèrent encore pour lui leur sang en 1813 même pour la plupart dans la bataille de Leipsic. Il est vrai qu'après la retraite du lion ils se réunirent tous aux alliés pour l'achever, et que l'état intérieur de l'Allemagne depuis l'époque de la nouvelle confédération Germanique conclue en 1815 a été sous plus d'un rapport bien préférable à sa situation dans les derniers temps du saint empire d'Allemagne; que l'amour de la grande et belle patrie commune a été éveillé dans tous les coeurs par les Koerner, les Arndt, les Uhland, et qu'on a même fait plusieurs tentatives de changer la confédération Germanique en un seul État fédératif; mais pour l'influence politique de l'Allemagne au dehors tout cela est peu de chose en comparaison de la France consolidée peu-à-peu dans le cours des siècles, une et forte depuis l'avènement de Louis XIV.

Il doit donc être regardé comme un très sage conseil de la providence divine et un grand bonheur pour notre patrie commune, que, tandis que l'Autriche dans son aveugle intolérance ruinait l'Allemagne par la guerre de Smalcalde et celle de trente ans et qu'elle en épuisait les ressources, il se formait au nord de l'Allemagne un autre État, celui de Prusse, qui par des accroissements d'abord lents et sûrs, dans la suite rapides et considérables, mais avant tout par les qualités personnelles de ses souverains s'est élevé au rang d'une des cinq grandes puissances de l'Europe. Tout au contraire de l'Autriche nos princes de la dynastie des Hohen-

zollern, qui ont été presque tous des hommes sages et énergiques et dont quelques-uns ont été des hommes prodigieux, avaient compris leur temps; d'un oeil clairvoyant ils embrassèrent de bonne heure le protestantisme, et non seulement ils donnèrent un libre cours à la réformation de l'Église dans leurs États, mais encore ils y ouvrirent un asile à tous ceux qui ailleurs étaient maltraités ou persécutés à cause de leur croyance religieuse, cependant tout cela sans montrer la moindre partialité pour leurs coreligionnaires ni la moindre intolérance contre ceux qui avaient une autre foi. Les électeurs Jean Georges et Frédéric Guillaume reçurent à bras ouverts, celui-là un grand nombre de Neerlandais, celui-ci plus de 20,000 Huguenots; le roi Frédéric I. donna un asile aux réfugiés français et palatins, de même que Frédéric Guillaume I. aux émigrés de Bohême et de Salzbourg. Frédéric II. reçut dans ses États plus de 45,000 familles de colons, et surtout ce fut lui qui soutint avec énergie par son autorité les droits menacés du corps évangélique (corpus Evangelicorum) en Allemagne en faisant le contrepois à l'influence et aux efforts de l'Autriche; ce fut lui qui après l'occupation de la Silésie rendit à ce pays malheureux une pleine liberté de religion d'après sa maxime, „de laisser à chacun la liberté d'aller au ciel par quel chemin qu'il lui plaise, pourvu qu'il soit bon citoyen“, et en disant que „le faux zèle est un tyran, qui dépeuple les provinces, et que la tolérance est une tendre mère, qui les soigne et les fait fleurir.“ cf. Mémoires de Brandebourg pag. 286. Les protestants eurent la liberté de bâtir des églises et des écoles et d'engager des ministres et des maîtres, mais l'Église catholique garda tout ce qu'elle possédait, même les églises dont elle s'était emparée dès l'an 1651, et je défie tous les catholiques de la monarchie prussienne de dire franchement s'ils ont à se plaindre de la moindre injustice, de la moindre partialité de la part du gouvernement. S'il est donc vrai qu'aucun État n'a eu de plus grandes obligations aux qualités personnelles de ses souverains que l'État prussien, il est non moins vrai que de toutes les provinces de cet État aucune n'en a de plus grandes que la Silésie. Nous autres Silésiens oublions donc, s'il est possible, les dragonades de Lichtenstein, mais n'oublions jamais ce que nous devons à la maison des Hohenzollern!

De plus l'État prussien dès son origine a été un État allemand, dont presque toutes les provinces avec la capitale sont situées au coeur de l'Allemagne, et depuis deux siècles assez grand et puissant pour suivre une politique indépendante, pour jouer un rôle dans l'histoire et pour faire naître cet esprit national et ce noble orgueil qui caractérisent une grande nation. Mais comme toute l'histoire glorieuse de Prusse fait partie de l'histoire d'Allemagne, toutes les grandes actions des princes et des héros prussiens, ces journées de Fehrbellin, de Rossbach, de Zorndorf etc. font en même temps honneur à toute l'Allemagne; tout Allemand peut s'en réjouir et en être fier, tandis que les grandes actions de l'Autriche, ces victoires glorieuses de Zentha, de Hochstedt, de Turin, de Peterwardein, de Belgrad, d'Aspern, doivent être mises pour la plus grande partie sur le compte des braves Hongrois, des Czechs et d'autres Slaves; mais la gloire de la Prusse est aussi la gloire de l'Allemagne. Toujours la Prusse a été le point d'appui et le soutien de l'Allemagne, et bien qu'elle fût vaincue et humiliée en 1806 par

les forces infiniment supérieures de Napoléon et de ses alliés allemands et privée en 1807 de la moitié de ses pays, le reste demeura assez fort et conserva assez d'énergie pour s'élever seul en 1813 à l'appel de son roi contre l'oppresseur de l'Europe et pour sauver non seulement sa propre liberté, mais celle de l'Allemagne et de toute l'Europe. Car qu'est-ce que serait devenue l'Allemagne, si le roi Frédéric Guillaume III. n'avait pas résisté à toutes les sollicitations de Napoléon d'entrer dans la confédération rhénane; si avec une noble résignation dès la paix de Tilsit il n'avait pas fait tous les sacrifices possibles pour recouvrer et pour garder une certaine indépendance; s'il n'avait pas en secret tout préparé pour l'avenir et que, le moment venu, il n'eût pas saisi l'occasion, résolu de vaincre ou de périr, en appelant son peuple au dernier combat décisif, puisque (ce sont ses propres mots) le Prussien, l'Allemand ne sait vivre déshonoré! Ce furent nos braves guerriers qui, tandis que presque tous les autres Allemands suivaient à regret les drapeaux de l'usurpateur, dans les sanglantes journées de Lutzen, de Bautzen, de la Katzbach, de Gross-Beeren, de Culm, de Dennewitz, de Wartenburg, de Leipsic etc. se jetèrent à qui mieux mieux sur les bataillons ennemis, la bajonnette à la main, ou les écrasèrent à coups de crosse, ou les culbitèrent dans les attaques furieuses de leur cavalerie. Que voulez-vous donc? Les frères de ma bonne m'en ont bien parlé, avant que maint raisonneur de nos jours fût né. Gloire au peuple qui accourut pour délivrer la patrie du joug de l'oppresseur, mais éternelle gloire avant tout à celui qui l'appela!

Et comme la Prusse de tout temps a été le point d'appui de l'Allemagne, elle est encore aujourd'hui à plus forte raison le soutien et le point d'attraction naturel pour toutes les parties homogènes de l'Allemagne telle qu'elle est de nos jours. La monarchie prussienne a actuellement sur une superficie de 5104 milles carrés, dont 3390 font partie de la confédération Germanique, une population de 18,500,000 habitants, dont seulement un million et demi sont d'origine slave, en sorte qu'elle renferme presque 17 millions d'Allemands. Au surplus le petit nombre de ces Slaves en Silésie, dans la Prusse occidentale et dans le grand-duché de Posen diminue toujours presque de lui-même et sans la moindre contrainte, en se confondant avec la population allemande toujours croissante et en embrassant sa langue et sa civilisation. Il n'est pas vraisemblable que la Prusse ait jamais une guerre dont l'Allemagne ne soit pas touchée, car toute guerre que la Prusse aurait à soutenir, serait une guerre contre des Allemands et vraisemblablement bientôt contre l'Allemagne elle-même. Ainsi la Prusse, ayant sous tous les rapports en temps de guerre et en temps de paix les mêmes intérêts que l'Allemagne en général et renfermant dans ses frontières presque la moitié de tous les Allemands, est sans contredit le vrai point central de l'Allemagne et capable de consolider et de rassembler autour d'elle en vertu de sa force attractive la plupart des autres États de l'Allemagne dans une plus étroite alliance, sauf la confédération Germanique telle qu'elle existe aujourd'hui. Ces États, bien qu'on y vive quelquefois assez heureux sous un régime doux et patriarcal, sont cependant trop petits pour suivre une politique indépendante et pour faire naître dans leur sein cet esprit national, ce noble orgueil qui caractérise les citoyens d'une grande puissance, et si d'une

manière paisible par des traités et des successions on parvenait enfin à les réunir tous sous le sceptre d'une puissance imposante, ce serait sans doute encore un plus grand bonheur. Et cela n'est point impossible dans le cours des siècles, car comme le nombre des États de l'Allemagne en vertu de la loi fondamentale de l'impartibilité, adoptée dans toutes les constitutions, ne peut pas augmenter, il ne peut que diminuer, et en effet il a déjà diminué depuis l'an 1815 par l'extinction de quelques lignes des maisons de Saxe et d'Anhalt et par l'incorporation des principautés de Hohenzollern dans la monarchie prussienne, et dans peu, à ce qu'il paraît, la maison de Brunsvic-Wolfenbuttel va s'éteindre. Certainement les petits États n'y pourraient que gagner, quoi qu'en dise Mr. M..... député au parlement de Saxe, et bien que son Premier ministre l'en ait applaudi! Mais que dira-t-on de l'aveugle passion de quelques députés à un autre parlement, qui au lieu de renoncer dans ce moment critique à leurs prétentions et jusqu' à leurs droits en faveur de l'union et de l'affermissement de l'Allemagne, vont jusqu' à contester à la Prusse sa place au rang des grandes puissances de l'Europe et à la menacer d'une invasion ennemie; qui ne voient pas ou qui ne veulent pas voir combien de cette manière ils atténuent l'autorité et l'influence de la Prusse sur les autres États et qui, en méconnaissant tout-à-fait la haute mission de la Prusse en Allemagne, reculent eux-mêmes le but commun de tous les patriotes et le leur propre, l'union de la patrie commune! Qu'en dira-t-on, je le répète encore une fois, si ce n'est le mot de la Sainte Écriture: Que Dieu leur pardonne, car ils ne savent pas ce qu'ils font! Mais quant à nous, bien que nous ne connaissions ni le temps ni l'heure que le Père a réservés à sa puissance, et que nous ne sachions pas ce qu'il fait maintenant, confions en Dieu que nous le saurons plus tard et que, bien que ses conseils soient merveilleux, il trouvera moyen de les exécuter.